

**LES RELATIONS
COMMUNAUTAIRES
EN BELGIQUE**



Julien Perrez
et
Min Reuchamps

Les relations communautaires en Belgique

Approches politiques et linguistiques


academia
L'Harmattan

Science 12
politique

Mise en page : CW Design

D/2012/4910/11

ISBN : 978-2-8061-0055-9

© **L'Harmattan / Academia s.a.**

Grand'Place, 29

B-1348 LOUVAIN-LA-NEUVE

Tous droits de reproduction, d'adaptation ou de traduction, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays sans l'autorisation de l'éditeur ou de ses ayants droit.

www.editions-academia.be

REMERCIEMENTS

Afin de décrypter une thématique au cœur de l'avenir de la Belgique – mais également de bien d'autres pays –, ce projet a réuni des spécialistes de la linguistique et de la science politique dans une approche interdisciplinaire des relations communautaires. Issus de différentes institutions universitaires des Communautés française et flamande de Belgique ainsi que d'institutions étrangères, les auteurs des contributions de ce volume offrent ainsi une approche renouvelée de cet objet d'étude aux réalités multiples. Qu'ils en soient vivement remerciés.

Les premières réflexions qui ont mené à cette publication furent échangées lors d'un colloque organisé à l'Université de Liège, le vendredi 6 mai 2011. Sans le soutien financier du Fonds de la Recherche Scientifique-FNRS, du Département de science politique de l'Université de Liège et des Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles, cette rencontre interdisciplinaire internationale aurait pu difficilement être organisée. Les nombreux participants à ce colloque ont enrichi les échanges et ont contribué ainsi au développement des réflexions qui sont exposées dans le présent livre.

En offrant la possibilité de publier des ouvrages collectifs dans une collection intitulée « Science politique » auprès de la maison d'édition Academia-L'Harmattan, l'Association belge de science politique-Communauté française (ABSP-CF) assume fortement sa mission de contribuer à la diffusion de recherches menées en science politique. C'est un soutien d'autant plus précieux lorsqu'il permet l'interdisciplinarité. Depuis ses balbutiements, ce projet a été encouragé par le Groupe de travail Fédéralismes, Régionalismes et Décentralisations (FéDÉRé).

Cette collaboration entre spécialistes de la science politique et de la linguistique est naturellement appelée à s'élargir à d'autres

disciplines. Le tout récent Groupe de contact FNRS « Langue(s) et Politique(s) » a pour ambition de réunir tout chercheur qui s'intéresse, d'une façon ou d'une autre, aux interactions entre langue(s) et politique(s). La piste est lancée, le chemin doit maintenant être tracé.

Enfin, nous tenons à remercier chaleureusement Teresa Elola Calderon et Hélène Perrez pour leur travail efficace de relecture et de mise en forme ainsi que toutes les personnes qui ont permis directement ou indirectement la réalisation de ce projet qui ouvrira, nous le souhaitons, de nouveaux espaces de rencontres entre chercheurs issus de disciplines différentes.

Julien **PERREZ** & Min **REUCHAMPS**



INTRODUCTION

DERRIÈRES LES MOTS

Min REUCHAMPS

*Chargé de recherches du Fonds
de la Recherche Scientifique-FNRS à l'Université de Liège*

Julien PERREZ

*Chargé de cours aux Facultés universitaires
Saint-Louis à Bruxelles
Maître de conférences à l'Université de Liège*

La Belgique connaît depuis de nombreuses années des relations, des tensions, des conflits, des problèmes qui sont généralement qualifiés de communautaires. Ce sont les relations entre les deux grandes communautés du pays : les Flamands, d'une part, et les Francophones, d'autre part. Même leur définition, leur délimitation ainsi que leur appellation est source de difficultés non seulement politiques mais également linguistiques. On ne sera dès lors pas surpris qu'au cœur de ces relations s'entrechoquent une multitude de représentations au sein et entre ces deux grandes communautés. Ces représentations sont véhiculées mais aussi façonnées et contestées par les discours qu'ils soient politiques, médiatiques ou même citoyens. L'objectif de ce livre est d'explorer ce qui se cache derrière ces mots afin d'en dégager les systèmes de pensée qui ne sont peut-être pas explicitement exprimés et qui pourtant, une fois mis au jour, permettent de mieux comprendre les tensions liées à l'avenir de la Belgique. Linguistes et politologues ont certainement beaucoup à partager dans ce décryptage des images et métaphores qui révèlent nos opinions et attitudes politiques.

La Belgique constitue un véritable laboratoire à ciel ouvert pour les chercheurs. Au cœur de l'Europe – de laquelle elle a activement travaillé à la construction politique – elle connaît en son sein des tensions communautaires qui caractérisent aujourd'hui de nombreux autres pays. Face à ce double mouvement supra-





national et sous-national, les institutions politiques belges ont été considérablement transformées depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. En réponse aux demandes à la fois du nord et du sud du pays pour plus d'autonomie, la Belgique est passée d'un État unitaire à un État fédéral, voire confédéral (Mabille, 2011 ; Witte et Meynen, 2006 ; Beaufays *et al.*, 2009 ; Deschouwer, 2009). Pour comprendre cette dynamique, il convient de remonter à l'origine du pays en 1830. À cette époque, alors que la majorité de la population s'exprimait dans des dialectes d'origine germanique au nord et romane au sud, la langue du pouvoir était le français sur l'ensemble du territoire (Witte et Van Velthoven, 2000). La Belgique s'est ainsi bâtie sur un État unitaire et unilingue. En réaction à ce monopole francophone – accompagné d'une volonté de francisation – un mouvement flamand s'est rapidement développé pour défendre et promouvoir la reconnaissance du néerlandais, à égalité avec le français, en Flandre en particulier (Deschouwer, 1999-2000).

Ce n'est que très lentement que les revendications flamandes se sont concrétisées au niveau législatif dans la seconde moitié du XIX^e siècle et surtout au XX^e siècle (Mabille, 2000). Parallèlement à la montée en puissance des demandes linguistiques puis culturelles venues de Flandre, un mouvement wallon a progressivement fait entendre sa voix, en particulier sur le terrain socio-économique (Destatte, 1997). Sur toile de fond de renversement économique entre la Wallonie jusqu'alors florissante et une Flandre nouvellement florissante (Quévit, 1978), la rencontre de ces deux mouvements pour plus d'autonomie a nourri la transformation de la Belgique à partir des années 1960. Depuis lors, les conflits communautaires ont animé les institutions politiques belges qui, en conséquence, ont connu plusieurs réformes importantes (1968-1971, 1980, 1988-1989, 1993, 2001, 2011 et probablement d'autres encore à venir) conduisant la Belgique à devenir un État fédéral composé des Régions et des Communautés (Leton et Miroir, 1999). L'opposition entre les deux grandes communautés et par conséquent la nécessité de les satisfaire toutes les deux constituent le moteur du fédéralisme belge (Reuchamps et Onclin, 2009). Les relations communautaires constituent donc le cœur de la Belgique contemporaine.

Voilà pourquoi ces relations ont souvent retenu l'attention tant de la science politique que de la linguistique. Mais, et c'est l'ambition de ce livre, elles peuvent également être étudiées con-





jointement par ces deux disciplines. Une telle démarche interdisciplinaire n'est pas sans périls. Trois périls nous semblent majeurs, ils tiennent à la fois à toute entreprise interdisciplinaire et au rapprochement spécifique entre politologues et linguistes. Premièrement, l'«interdisciplinarité de façade»: il ne suffit pas de dire qu'on fait de l'interdisciplinarité pour qu'une recherche soit interdisciplinaire. Il convient que l'interdisciplinarité soit plus qu'un simple slogan, mais qu'elle soit réellement pratiquée. Deuxièmement, l'«interdisciplinarité de sourds»: si chacun conserve l'approche qui lui est propre et ne s'ouvre pas à l'autre discipline, l'interdisciplinarité ne restera qu'un mot. Dans cet ouvrage, pour éviter ce double écueil, nous avons favorisé les échanges entre les auteurs puisque ce livre tient sa source dans un colloque interdisciplinaire et, lorsque cela était possible, encouragé l'écriture à plusieurs mains. Troisièmement, l'«interdisciplinarité de luxe»: elle doit apporter une valeur ajoutée pour chaque discipline que l'on souhaite voir travailler ensemble. Si chaque discipline peut faire aussi bien séparément que collectivement, alors il n'y a guère de raison de poursuivre la voie de l'interdisciplinarité.



Pour explorer les relations communautaires en Belgique dans une perspective interdisciplinaire, ce livre est structuré en trois parties. Cette introduction en donne une sorte de guide de lecture afin d'en faciliter la découverte. Ainsi, dans la **première partie**, intitulée «balises (inter)disciplinaires et méthodologiques», il s'agit de définir la feuille de route de cette collaboration entre linguistique et science politique. Quels sont les points de rencontre entre ces deux disciplines, qu'ont-elles à s'apporter mutuellement? Quelles sont les méthodologies à mettre en œuvre pour rendre cette collaboration possible? En quoi une approche conjointe peut-elle livrer des résultats innovants? Voilà autant de questions auxquelles tentent de répondre les trois premières contributions de ce volume.



Dans le premier chapitre, Julien Perrez et Min Reuchamps dressent une cartographie non-exhaustive des travaux existants combinant linguistique et science politique. Dans ce cadre, deux axes de recherche traditionnels émergent naturellement, à savoir l'analyse linguistique du discours politique d'une part, et l'étude de la gestion institutionnelle des langues dans des sociétés pluri-lingues (politique linguistique) d'autre part. À la lumière des derniers développements en linguistique cognitive, ce chapitre tente





cependant de démontrer que l'étude des métaphores conceptuelles dans les différents types de discours politiques ouvre une voie de recherche innovante et prometteuse, dans la mesure où elles nous donnent accès à des représentations conceptuelles qui structurent la perception et la compréhension de notre environnement.

Le discours constitue le lieu de rencontre par excellence entre le linguiste et le politologue. C'est ce que le linguiste Philippe Hambye met en lumière dans le deuxième chapitre. Il note cependant que cette notion d'analyse du discours résonne différemment pour les uns et les autres. Là où le politologue s'intéresse en priorité aux idées contenues dans le discours, le linguiste en fera une analyse langagière avant tout focalisée sur sa forme. Dans sa contribution, Philippe Hambye plaide pour une plus grande prise en compte de la dimension formelle du discours dans l'analyse politologique en montrant comment la forme des discours peut «véhiculer des représentations du monde politiquement chargées» (Hambye, ce volume). Il illustre par ce biais la plus-value analytique que le linguiste peut apporter au politologue.

Dans le troisième chapitre, les politologues Régis Dandoy et Geoffroy Matagne mettent l'accent sur les différents enjeux de l'analyse politologique de textes, et sur les différentes méthodes qui la rendent possible. De leur point de vue, la fonction première du discours est de véhiculer des idées. Le travail du politologue est de comprendre le rôle de ces idées dans les rapports entre les différents acteurs politiques et dans la construction de représentations politiques. Comme les auteurs le suggèrent, l'apport principal du politologue au linguiste est de pouvoir mettre des données formelles quantifiées, en perspective, en les cadrant dans leur contexte historique et idéologique.

La **deuxième partie** s'attaque au cœur du thème principal de ce volume, à savoir l'étude des relations communautaires en Belgique. Les trois contributions de cette partie combinent différentes perspectives théoriques, différents matériaux et différents outils d'analyse pour aborder cette problématique et en offrir ainsi une perspective renouvelée.

Le quatrième chapitre, rédigé par Jean-Claude Deroubaix et Corinne Gobin, s'inscrit dans la tradition linguistique d'analyse du discours politique. Dans une perspective historico-discursive,





au travers des textes fondateurs que constituent les déclarations gouvernementales et de l'analyse lexicométrique de leur vocabulaire, ils montrent comment les relations communautaires ont progressivement transformé la Belgique d'un État unitaire en un État fédéral et comment cette transition se traduit sur le plan linguistique.

Si l'intuition qu'il convient d'aller derrière les mots pour décrypter les relations communautaires se voit ainsi confirmée une première fois, les chapitres suivants de la deuxième partie viennent consolider cet argument. Sans même nécessairement recourir à des mots, les symboles (et donc leur choix), révèlent des représentations – souvent divergentes – essentielles à saisir pour comprendre la dynamique politique en Belgique. On perçoit dès lors aisément que des éléments fortement symboliques, comme une certaine circonscription électorale ou la nomination de mandataires locaux, qui pourraient sembler d'importance mineure pour l'observateur extérieur prennent une ampleur politique telle que les institutions puissent en devenir partiellement paralysées.

C'est justement cette circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde – dont la scission, sous certaines conditions, semble acquise – qui est au centre des débats télévisés étudiés par Dave Sinardet dans le cinquième chapitre. De ces échanges, parfois vifs, entre les hommes et femmes politiques, entre communautés et au sein des deux grandes communautés, il ressort des visions fortement différentes du « nous » et du « eux ». Une telle analyse permet de confirmer l'absence d'une sphère publique nationale en Belgique et ses conséquences sur les relations communautaires, d'un point de vue médiatique et politique. Plus fondamentalement, c'est le rôle même des médias sur les relations communautaires qui est ainsi interrogé. Le choix des mots loin d'être anodin est porteur d'un véritable sens politique qui fait souvent écho au consensus au sein de sa propre communauté. Il n'existe donc pas un débat fédéral, mais deux débats régionaux. Si ce constat en soi n'est pas neuf, il s'en trouve confirmé et surtout décortiqué par une analyse linguistique de ce sujet politiquement explosif.

L'intérêt d'une approche combinée science politique et linguistique apparaît également de l'exploration de corpus de discours citoyens menée par Min Reuchamps et Julien Perrez, dans le sixième chapitre de cet ouvrage. À quatre mains, ils ont ainsi





analysé plusieurs centaines d'échanges entre participants à deux rencontres citoyennes sur l'avenir du fédéralisme (l'une en Flandre, l'autre en Wallonie). Ici aussi, le choix des mots et plus spécifiquement des métaphores conceptuelles mobilisées par les citoyens pour exprimer leur opinion à propos de leur pays et de son système fédéral reflètent différentes représentations politiques profondément ancrées. Si leur double constat que le fédéralisme peut être vu comme un mariage et comme une machine peut prêter à sourire, il convient d'aller au-delà de ces métaphores pour découvrir les réalités plus complexes qu'elles servent à exprimer. Dans cette recherche, le développement de méthodes mixtes qualitatives et quantitatives constitue un défi que linguistes et politologues sont appelés à relever ensemble.

La **troisième partie** de cet ouvrage, intitulée « regards croisés », poursuit cette investigation à la fois interdisciplinaire et méthodologique au travers de l'étude de cas extérieurs au contexte belge qui apportent un regard singulier sur notre compréhension des relations communautaires en Belgique. Si ces chapitres n'ambitionnent pas de réaliser une comparaison stricte, terme à terme, entre la Belgique et le Royaume-Uni, la Suisse ou encore le Canada, ces regards croisés offrent une mise en perspective qui vient éclairer les relations communautaires dans ces différents pays diversifiés, voire divisés. Ce faisant, ils constituent une source d'inspiration tant pour les lecteurs belges qu'étrangers.

Ainsi, dans le septième chapitre, Émilie L'Hôte étudie les métaphores conceptuelles dans les discours sur la dévolution au Royaume-Uni. En partant à la fois des programmes des partis, de discours politiques et d'articles de journaux, elle parvient grâce à une analyse quantitative et qualitative comparée à mettre au jour non seulement les métaphores conceptuelles utilisées par les acteurs politiques mais surtout comment elles sont utilisées par ceux-ci pour orienter le débat dans une certaine direction. On sent ici toute la force possible d'un spin, pertinemment – et parfois patiemment – construit, qui peut *in fine* mener à une victoire – ou une défaite, c'est selon – électorale. Ce type d'analyse est un régal tant pour le linguiste que pour le politologue car chacun y trouve l'apport de sa discipline, agrémenté de l'apport de l'autre discipline.

Pour donner un autre éclairage sur les relations communautaires en Belgique, Bernhard Altermatt étudie, dans le huitième





chapitre, le cas suisse et en particulier l'usage politique dans ce pays de la notion de «paix des langues» depuis plus d'un siècle. Alors qu'un tel concept pourrait laisser rêveur le citoyen belge, en manque d'une certaine stabilité communautaire, il décortique l'histoire politico-linguistique de la Suisse et ses cantons pour montrer que la notion de paix des langues joue, en fait, l'effet inverse; elle tend souvent à masquer ou alors à entretenir les tensions linguistiques au lieu de les pacifier. L'appareillage méthodologique de cette contribution diffère des autres chapitres du livre, ce qui a l'avantage d'indiquer l'éventail des possibilités qui s'offrent au chercheur à la recherche d'interdisciplinarité.

Dans le neuvième chapitre de Min Reuchamps sur le fédéralisme au Canada, on revient à une méthode plus classique d'analyse des représentations (à un niveau macro) dans un premier temps et des métaphores conceptuelles (à un niveau micro) dans un second temps. Cet exercice n'est pas inutile car, assez simplement, il contribue à construire un pont entre linguistique et science politique dans l'analyse intrinsèquement liée des représentations et des métaphores conceptuelles puisque ces dernières permettent d'exprimer des réalités souvent abstraites de manière – très – concrète. À cet égard, les politologues et les linguistes – cognitivistes, en particulier – ont beaucoup à partager. Ainsi, alors que les métaphores dégagées des corpus de citoyens canadiens ne sont pas nécessairement originales – on les a d'ailleurs trouvées d'une manière similaire dans les autres cas étudiés –, c'est la façon dont elles sont déclinées qui offrent le point de rencontre entre linguistique et science politique. La première mettra en évidence l'usage métaphorique d'un mot ou d'une expression – qui souvent ne serait même pas remarqué car cet usage est entré dans notre vocabulaire familier – tandis que le second pourra donner le(s) sens politique(s) à cet usage et ce qu'il traduit.

Le défi interdisciplinaire sera-t-il relevé avec succès dans cet ouvrage? Il ne nous appartient pas de répondre directement à cette question, mais nous sommes convaincus qu'il appelle en tout cas à être poursuivi. Si les relations communautaires en Belgique sont l'objet de ce livre,... le champ d'exploration possible est évidemment plus vaste que cette seule thématique. Tout type de discours, entendu au sens très large, peut se prêter à des regards croisés venus de la science politique et de la linguistique.



En outre, méthodologiquement parlant, politologues et linguistes peuvent s'unir pour développer des approches et des outils d'analyse discursive. Si ce livre a pu relever un défi, c'est d'ouvrir une première voie. Derrière ces premiers mots, de beaux défis semblent s'ouvrir devant nous...